

# Lettre ouverte

## à M. Jean-Pierre Raffarin

M. le Premier ministre,

Quel ne fût pas notre bonheur de découvrir que votre livre « *Pour une nouvelle gouvernance* » était sous-titré d'un éloquent « *L'humanisme en actions* ». Nous qui nous reconnaissons totalement dans la voie qu'a défendue Théodore Monod pendant toute sa vie, ne pouvions que nous réjouir à l'idée d'un tel programme.

Nous avons donc lu avec attention le contenu de votre ouvrage. Et le message ne peut pas être plus clair. Vous y rappelez les mots du Président de la République « *Humanisons la mondialisation*<sup>1</sup> » et nous nous félicitons que vous sachiez remonter aux sources de la politique<sup>2</sup>, celles que notre société moderne oublie trop souvent, la pensée et la réflexion. Vous avez très bien compris que les citoyens ne veulent plus être passifs devant les décisions qui concernent leur avenir. Et lorsque vous déclarez que « *le temps du marketing politique est fini*<sup>3</sup> », comment ne pas vous croire, vous, un ancien professeur de cette discipline.

C'est donc avec engouement que nous avons suivi votre projet de décentralisation et malgré tous nos efforts, (peut-être sommes-nous trop de la France « d'en bas » ?), nous n'y avons pas discerné ce grand changement que nous attendons tant. Finalement, il s'agit de quoi ? D'un peu plus de pouvoirs dans les mains des présidents de région, dont vous faisiez partie il y a peu, et dans les mains des sénateurs, dont vous faisiez également partie. Et nous, les citoyens ? Où se trouve notre place d' « *actionnaire de la chose publique*<sup>4</sup> » que vous nous promettez ? Pendant quelques temps nous avons cru nous être trompé sur vos motivations mais en reprenant votre livre, aucun doute ne peut subsister. Vous êtes bien l'homme qui peut libérer la France ! Mais voilà, peut-être l'ampleur des changements vous intimide encore quelque peu ? Et pour cause. 40 % d'abstentionnisme aux dernières législatives ne facilite pas la certitude d'être soutenu par la population dans une telle démarche. Aussi permettez-nous de vous aider modestement dans votre attitude courageuse !

Nous avons décidé d'essayer de vous montrer que la population soutient une réforme complète des pouvoirs de la République. A travers 5 réformes, pas une de moins, nous allons essayé de réveiller les citoyens afin qu'ils vous soutiennent dans votre effort de modernisation des institutions.

Bien sûr, ces propositions ne sont pas de vous mais les messages contenus dans votre livre ne peuvent que les approuver : *Le non-cumul des*

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Raffarin, *Pour une nouvelle gouvernance*, 2002, p.16.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p.19.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p.14.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p.14.

*mandats (1), la proportionnelle à majorité garantie (2), la Loi d'Initiative Citoyenne (3), l'augmentation des pouvoirs du Parlement (4)* sont des réponses concrètes à vos réflexions. En bonus, nous vous proposons une petite réforme de la Police judiciaire afin qu'elle puisse mieux protéger la démocratie<sup>5</sup>.

M. le Premier ministre, la moyenne d'âge de notre équipe est de 33 ans. Donnez-nous la chance de pouvoir offrir l'espoir d'un monde plus fraternel, plus équitable à nos enfants ! Un monde où la liberté serait l'apanage de tous et pas seulement celui d'une minorité de décideurs. Acceptez d'ouvrir un grand débat sur ce **référendum des 5 réformes** ! Pour vous y encourager, nous avons créé dans notre jeu sur Internet « <http://citizengame.free.fr> » un pseudonyme **jpraffarin** qui vous est réservé. Le mot de passe vous sera immédiatement envoyé si vous le demandez à notre équipe. Nous y partagerons les réflexions de Tocqueville, que vous semblez apprécier et nous pourrions y retrouver la clarté des Lumières<sup>6</sup>.

Nous espérons avoir le même espoir : réussir à réveiller cette « *humanité* » qui sommeille en chacun de nous, comme dirait Albert Jacquard. Sachons partager nos réflexions pour que votre « *humanisme créateur*<sup>7</sup> » devienne un « *humanisme créatif* » !

Veillez croire, M. le Premier ministre, en nos plus respectables salutations.

*L'équipe du CITIZEN GAME*

---

<sup>5</sup> *Ibid.* , p.164.

<sup>6</sup> *Ibid.* , p.100.

<sup>7</sup> *Ibid.* , p.77.

## (1)

### Du non-cumul des mandats

**p. 64 :**

J'ai voulu comme beaucoup, comprendre les échecs de la gouvernance de la période « Juppé ». [...] Au-delà des circonstances, qui ont joué un rôle majeur (mauvais métissage technique, social et générationnel du cabinet de Matignon ; pression excessive du calendrier européen pour un début de septennat ; efforts surhumains pour maîtriser simultanément deux missions nouvelles, Matignon et Bordeaux ; difficultés avec Bercy...) [...]

**p. 144 :**

La limitation du cumul des mandats dans le temps (on pourrait fixer une durée maximale ou limiter le nombre de renouvellements du même mandat) participe également à l'amélioration de notre vie politique : c'est un moyen comme un autre de faire comprendre que la politique ne saurait être un métier comme les autres. Est-il raisonnable d'être maire plus de vingt ans durant ? Pourrons-nous ainsi convaincre nos concitoyens qu'un responsable politique fait passer l'intérêt général avant sa carrière personnelle ?

## (2)

### Du manque de représentation de la diversité politique française

**p. 48 :**

Malgré tout, en dehors des périodes électorales, la cohabitation semble séduire les Français : les cotes de popularité de ses deux principaux protagonistes sont élevées et parallèles. Les analystes politiques nous expliquent que cette répartition des pouvoirs donne aux citoyens le sentiment de ne pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier. Elle traduit surtout le manque de confiance généralisé dans la politique : « Puisqu'on ne peut faire confiance à personne, partageons les responsabilités », semble dire le bon sens populaire.

**p. 61 :**

Tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui, les partis politiques français ne servent plus la « démocratie française ». Une exception partielle concerne la manière dont le RPR a préparé son projet pour 2002 autour de Jean-François Copé.

### (3)

#### **Du partage du pouvoir avec les citoyens et de l'intérêt de la Loi d'Initiative Citoyenne**

**p. 41 :**

les affaires de la cité, dans une démocratie, appartiennent à tous.

**p. 53 :**

Montesquieu nous en avait prévenus : « *Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires.* »

**p. 72 :**

La véritable légitimité repose en réalité sur une délégation constante du « pouvoir de faire » aux citoyens. Elle implique confiance, écoute et disponibilité.

**p. 79 :**

De l'engagement de mon père, j'ai appris le goût des autres, le plaisir de parler aux gens et de les faire agir en les rassemblant autour d'une même idée, par la perspective, par le projet qui bien souvent possède des fonctions actives, certains diraient « performatives ».

**p. 133 :**

Les associations sont une forme d'engagement politique : il faut les favoriser. Elles habituent les hommes à se passer du pouvoir central. L'énergie déployée dans l'association est autant de force soustraite aux gouvernants, autant d'indépendance opposée à leur emprise.

**p. 134 :**

La nouvelle gouvernance trouvera sa force dans les énergies de terrain.

**p. 138 :**

Notre objectif est de libérer les forces vives et qualitatives du pays.

**p. 139 :**

L'espace social peut redevenir un lieu d'initiatives et d'innovations plutôt que cet actuel cadre rigide où toute énergie est nivelée.

Démocratie locale, démocratie sociale, démocratie économique : voici les trois piliers de la nouvelle République française, la République des proximités, qui est une rupture profonde avec la République étatiste.

**p. 146 :**

Dans son discours de Rodez du 18 octobre 2001, le chef de l'Etat s'est engagé pour un modèle français de décentralisation : il affirmait ainsi qu' «

*entre l'Etat jacobin et un fédéralisme importé, contraire à notre histoire, une voie nouvelle doit être inventée ».*

**p. 151 :**

Pour garantir le bon fonctionnement de l'ensemble et permettre aux citoyens d'intervenir régulièrement dans le débat politique, je propose d'élargir les possibilités de consultation populaire.

## (4)

### **De l'évaluation de l'action de l'administration par le Parlement**

**p. 47 :**

La même confusion existe entre l'action du gouvernement et celle du Parlement. Les pressions exercées par le gouvernement sur les députés de la majorité à l'occasion de la dernière loi sur la chasse<sup>8</sup> montrent la volonté de tutelle de l'exécutif sur le législatif, qui ne supporte pas que les députés ne soient pas à sa botte.

**p. 142 :**

L'évaluation est le principal levier pour la réforme de l'action publique. Les offices d'évaluation de la législation et des politiques publiques créés au sein des deux assemblées constituent un moyen de rendre notre réglementation plus lisible, plus efficace et plus accessible. Encore faut-il leur donner les moyens de travailler sérieusement et régulièrement.

**p. 143 :**

Quant au Parlement, il devra retrouver les moyens de ses missions : il est actuellement l'un des Parlements européens qui disposent du moins de prérogatives face au gouvernement.

**p. 167 :**

**10 axes de réforme pour la gouvernance humaniste**

[...]

**7) Assurer la transparence de l'action publique**

- Mettre à la disposition du Parlement une mission spécifique de la Cour des comptes.

---

*Extraits du livre de Jean-Pierre Raffarin, « Pour une nouvelle gouvernance » paru en 2002 aux Editions l'Archipel.*

---

<sup>8</sup> Adoptée le 4 avril 2000, par 275 voix contre 262 et 37 abstentions.